

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

• (1540)

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Il y aura une taxe sur les funérailles, et même sur la lecture du testament. C'est ce que le gouvernement a fait pour nous.

C'est une mesure rétrograde et injuste, et les pauvres de notre pays paieront beaucoup plus que les autres. Le ministre des Finances (M. Wilson) promet que cette taxe n'aura aucune incidence sur les recettes. Il dit qu'il ne recueillera pas plus d'argent qu'avant. Personne à la Chambre ni ailleurs ne croit cela. Le ministre lui-même ne croit pas cela. Une fois de plus, il n'a pas été honnête envers les Canadiens.

Il est précisé dans les documents budgétaires du ministre que, à cause de cette nouvelle taxe, le taux d'inflation augmentera de 2,5 p. 100 à 3 p. 100. Chaque fois que le gouverneur de la Banque du Canada estime qu'il y a des pressions inflationnistes, il relève les taux d'intérêt, même s'ils sont déjà élevés. Le ministre le sait. Il sait que le taux réel, c'est-à-dire la différence entre le taux nominal et le taux d'inflation est le plus élevé depuis 30 ans. Il est actuellement de 8 à 9 p. 100. Il sait que l'écart entre le taux canadien et le taux américain, qui est de 2 à 3 p. 100, est le double de son niveau historique.

Il sait que ce budget, combiné aux taux d'intérêt élevés qu'il va provoquer, est la parfaite recette d'une récession. En attendant aussi tard dans le cycle économique pour mettre de l'ordre dans les questions financières, le gouvernement ne s'est pas laissé d'espace de manoeuvre en cas de ralentissement économique.

[Français]

Pendant leur premier mandat, les conservateurs ont essayé d'appliquer leur philosophie. Ils ont jonglé avec l'universalité de nos programmes. Ils ont tenté de désindexer les pensions, de rétablir la peine capitale, de limiter le bilinguisme. Mais, heureusement pour les Canadiens et les Canadiennes, le gouvernement était faible, ravagé par les scandales et par l'incompétence.

Grâce à notre député de Laurier—Sainte-Marie (M. Malépart) et les autres députés ici, très actifs, nous avons réussi à limiter les dégâts.

Mais cette fois, cela est beaucoup plus sérieux. L'attaque, la razzia est globale et féroce. Le plan d'action conservateur vient de rouler, comme un bulldozer, d'un océan à l'autre, sans scrupule ni hésitation. C'est une philosophie, c'est un programme politique cynique et sans pitié qui vise à couper tout ce qui peut aider la classe

moyenne, pour laisser la place aux forces du marché qui ne servent que les riches et les puissants. C'est la politique du laisser-faire, qui permet à la grande entreprise de prendre le pays en main. Tant pis pour les autres qui sont plus petits, plus faibles ou plus vulnérables! L'agenda conservateur, c'est la loi de la jungle. C'est la règle où le plus fort, le plus riche, le mieux branché gagne toujours, parce que les autres sont sans protection.

Ce n'est pas le genre de pays, le genre de liberté que nous voulons, mais c'est ce que les conservateurs sont en train de nous donner.

[Traduction]

Ce budget démasque maintenant complètement le programme de l'aile droite des conservateurs. C'est le laisser-faire, laisser les forces du marché gérer le pays. C'est ce programme que l'on retrouve dans l'accord de libre-échange, dans le discours du Trône, dans les coupures de l'assurance-chômage et dans le budget de la semaine dernière.

Il n'y a rien à redire aux affaires, mais les affaires consistent à faire de l'argent. Elles consistent à faire des bénéfiques, et c'est très bien. Mais les affaires de l'État c'est autre chose, ce sont les affaires de la population et les conservateurs ne semblent pas capables de faire la différence.

**Des voix:** Bravo!

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Je crois aux forces du marché, je crois à la concurrence, je crois à l'esprit d'entreprise et à la récompense du succès. J'ai déjà dit à la Chambre et dans l'ensemble du pays que le Canada n'aurait pu être bâti uniquement sur les forces du marché. Nous avons édifié ce pays d'Est en Ouest et vers le Nord pour résister aux forces économiques continentales écrasantes dominées par les États-Unis. C'est pour cela que nous avons construit un chemin de fer et un pipeline. C'est pour cela que nous avons édifié une compagnie aérienne nationale et un réseau national de radiodiffusion, une route nationale. C'est pour cela que nous avons édifié un régime national public de sécurité sociale.

Ce n'est pas le jeu de l'offre et de la demande qui nous aurait donné le logement social ou le transport public, ni le meilleur régime d'assurance-maladie au monde. Tout cela, ce sont des choses que mon parti a appuyées car nous croyons à une économie mixte. Nous croyons à l'initiative privée mais nous croyons également au rôle de l'État fédéral lorsque le secteur privé ne peut pas ou ne veut pas faire ce qu'il faut.